



Annexe 3b : Listes indicatives de dépenses éligibles (projets de mobilités douces)

Liste indicative des dépenses éligibles :

- Etudes préalables concernant des projets de mobilités cyclable ou piétonne relatifs à des aménagements, des stationnements, la création de points de services destinés aux piétons ou aux cyclistes, ou études liées à la participation des habitants ou à la promotion du vélo... ;
- Dépenses d'ingénierie, d'assistance à maîtrise d'ouvrage ou aides au montage du dossier, et études de maîtrise d'œuvre relatives à la réalisation des travaux dans la limite d'un montant représentant 15% maximum du montant total des dépenses de travaux éligibles hors taxe ;
- Travaux de réalisation ou d'amélioration d'un d'aménagement à usage piéton ou cyclable, dont la réalisation de pistes et bandes cyclables et cheminements piétons, leur signalisation et leur jalonnement, leur éclairage, leur sécurisation et toutes dépenses de mobilier urbain liées ;
- Travaux de réalisation ou d'amélioration d'un ouvrage d'art à usage piéton et/ou cyclable permettant la résorption de coupures ;
- Travaux liés directement à la réalisation de stationnements vélos sécurisés : arceaux, abris-vélos, ou tous autres équipements collectifs ou individuels, y compris équipements de sécurisation ;
- Travaux liés à la réalisation de points de services, fixes ou mobiles : atelier de réparation-entretien, station de gonflage et de recharge pour vélo électrique alimentée par une énergie renouvelable, aire de repos, parcours sportifs, accès eau potable, support d'information, accueil et mise en valeur touristique dans le cadre d'une action tourisme d'itinérance, etc. , y compris dépenses liées aux locaux, outils et matériel ;
- Dépenses d'investissement liées à la sécurisation d'un aménagement cyclable ou piéton ;
- Dépenses d'investissement liées à l'amélioration de l'accessibilité dans le cadre du présent AAP aux personnes souffrant de handicap physique, moteur ou mental ;
- Dépenses d'investissement liées au suivi et à l'évaluation des aménagements, des espaces de stationnement et autres actions en faveur du vélo et de la marche mises en œuvre, dont comptages.

Les dépenses de fonctionnement sont à priori prises en charge forfaitairement par une option de coûts simplifiés correspondant à 15% des dépenses de personnel.



Liste indicative des dépenses **inéligibles dans le cadre des projets de mobilités douces :**

- acquisitions foncières ;
- réseaux divers, espaces verts ;
- travaux d'entretien et de rénovation de voirie ;
- stationnement automobile. éclairage et le mobilier urbain lorsqu'ils ne participent pas directement à l'aménagement en faveur des déplacements piétons et cyclables ;
- évacuation des encombrants ;
- assurances ;
- frais financiers ;
- maîtrise d'œuvre sociale ;
- frais gardiennage ;
- déménagement ;
- électricité.

